



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique N° 136 – 3^{ème} trimestre 2008

**Synthèse
de la conjoncture
en Guadeloupe**

Synthèse

1 – Conjoncture internationale et nationale

L'économie internationale ralentit progressivement depuis un an et marque le pas au troisième trimestre 2008. Ce phénomène, engendré par la correction de la bulle immobilière, la forte hausse jusqu'à l'été des prix des matières premières et les perturbations des marchés financiers liées à la crise des *subprimes*, s'est aggravé dans un contexte de chute des prix d'actifs et de hausse des pertes. La baisse de confiance entre les banques a entraîné une crise de liquidité et l'aggravation de la crise financière s'est répercutée sur l'économie réelle en raison notamment d'une baisse de la solvabilité. Le ralentissement économique intéresse, à des degrés divers, toutes les zones, aussi bien l'Europe que le Japon, les Etats-Unis et les économies émergentes. Dans le même temps, les tensions inflationnistes de l'été se sont atténuées, suite au repli des cours des matières premières et au ralentissement de l'activité mondiale. La détérioration marquée des perspectives de l'activité économique ne présage pas d'une reprise à court terme des moteurs de la croissance économique mondiale.

Malgré la bonne performance du second trimestre (0,7% en rythme trimestriel), la **croissance américaine** se replie de 0,1% au troisième trimestre (- 0,3% en rythme annualisé). Ce ralentissement traduit le retournement de la consommation des ménages (qui enregistre sa première diminution depuis 1991¹), alors que celle-ci représente en moyenne 70% de la croissance. La poursuite du recul de l'investissement, en particulier dans l'immobilier et les équipements informatiques, pénalise également la croissance mais dans une moindre mesure que les trimestres précédents. La dépense publique, stimulée par une hausse significative des dépenses militaires, et le commerce extérieur ont atténué ces contre-performances en contribuant positivement à la croissance. Le taux d'inflation (4,9% en septembre) a légèrement fléchi en raison d'un retournement des cours des matières premières mais reste à des niveaux historiquement élevés. Le taux directeur de la Réserve Fédérale, inchangé à 2% au cours du second trimestre, a été abaissé par 2 fois en octobre, revenant à 1%. Les rééquilibrages de portefeuille provenant des achats forcés de dollars américains de la part d'investisseurs en difficulté² ont contribué à l'appréciation de la devise américaine³ au cours du troisième trimestre.

Le **Japon** entre en récession avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son produit intérieur brut (- 0,1% après -0,9%) en raison du recul important de l'investissement des entreprises, touchées par la chute de la demande des Etats-Unis et les difficultés rencontrées pour obtenir des financements⁴. Sur le trimestre, l'inflation est restée stable (2,1% en septembre, après un pic en juillet). Cette récession est la première au Japon depuis 2001, lors de l'éclatement de la "bulle Internet".

Concernant la **zone euro**, l'activité économique s'est également contractée sur les deux derniers trimestres (- 0,2% sur chacun). L'Allemagne et l'Italie entrent en récession avec deux trimestres négatifs consécutifs (- 0,5%, après - 0,4%) et l'Espagne est en repli (- 0,2% contre 0,1% au second trimestre). Toutefois, par rapport au 3^{ème} trimestre 2007, le PIB de la zone euro a progressé de 0,7%. Le taux d'inflation annuel de la zone euro est en baisse par rapport au second trimestre, à 3,6% en septembre 2008 mais il était de 2,1% un an auparavant. Compte tenu des tensions inflationnistes persistantes à la fin du second trimestre, la BCE avait relevé son taux directeur à deux reprises au cours du troisième trimestre, portant le taux de refinancement à 4,25% mais elle l'a depuis baissé à deux reprises de 0,5 point, en octobre et novembre, le ramenant à 3,25%, soit son niveau d'octobre 2006.

Au **Royaume-Uni**, le PIB s'est contracté de 0,5% après une croissance nulle au second trimestre. Il s'agit de la première baisse depuis le début des années 1990. La Banque d'Angleterre a baissé à deux reprises (en octobre puis novembre) son taux directeur de 50 puis de 150 points de base, le ramenant à 3,0%.

En **France**, le produit intérieur brut augmente de 0,1% en volume après un deuxième trimestre négatif (- 0,3%). On observe une légère reprise des dépenses de consommation des ménages et une moindre diminution de l'investissement du fait du rebond de la FBCF des entreprises ; l'investissement des ménages et des administrations continue d'être en retrait, mais beaucoup moins fortement. Après une contribution négative au

¹ -0,8% contre +0,3% au second trimestre, en rythme trimestriel.

² Les investisseurs, tels les hedge funds, qui se sont endettés pour acheter des actifs libellés en dollars américains sont entrés dans un processus de vente de ces actifs pour rembourser leurs dettes. Afin de compenser leurs pertes et honorer leur engagement, ils deviennent donc demandeurs de dollars.

³ Appréciation de 9% du dollar par rapport à l'euro entre le 1er juillet et le 30 septembre.

⁴ Bien que les conditions d'obtention de crédits se sont moins durcies que dans d'autres économies avancées.

Conjoncture économique

trimestre précédent, le solde extérieur est neutre sur l'évolution du PIB, mais le déficit commercial continue de se creuser (- 6,250 milliards d'€). L'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) s'est légèrement redressé au troisième trimestre (0,1%) malgré une baisse notable dans l'industrie et dans l'intérim. L'inflation connaît un ralentissement (3% en glissement annuel fin septembre) qui devrait se poursuivre avec la diminution des prix de l'énergie.

Enfin, s'agissant des **économies émergentes**, le ralentissement de l'activité observé au second trimestre se confirme sur le troisième trimestre et les vives tensions inflationnistes se sont également atténuées. Le PIB de la Chine a ralenti au troisième trimestre (2,1%, contre 2,4% au trimestre précédent, soit 9,0% en rythme annualisé après 10,1 % le trimestre précédent). Ce fléchissement est principalement imputable à la détérioration de la demande extérieure et à la fermeture d'usines pendant les Jeux Olympiques. Face au recul de l'inflation et à l'intensification des tensions financières au niveau mondial, la Banque populaire de Chine a abaissé ses taux directeurs à deux reprises en octobre, ramenant le taux de prêts interbancaires à un an à 6,6% et celui des dépôts à un an à 3,6%.

2 – Conjoncture en Guadeloupe

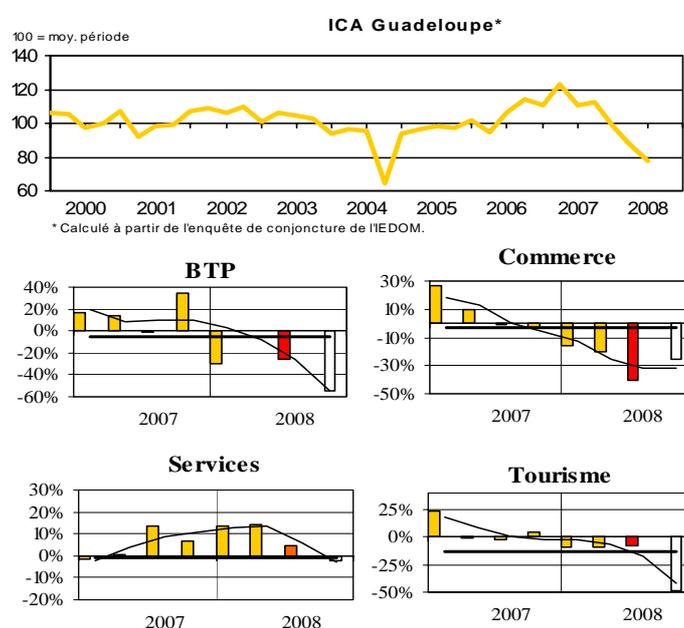
La conjoncture économique en Guadeloupe marque au troisième trimestre un approfondissement sensible du ralentissement observé depuis le début de l'année. Cette évolution s'opère sur fond de tensions inflationnistes et de recul de la demande effective. Les tensions déjà signalées sur l'activité économique du département, caractérisées notamment par l'attentisme dans certains secteurs d'activité lié à l'incertitude des dispositions fiscales de la prochaine loi programme pour le développement économique de l'outre-mer, se sont en effet prolongées.

L'indicateur du climat des affaires (ICA)¹ affiche une baisse continue depuis le début de l'année, se situant désormais nettement en-dessous de la moyenne de longue période depuis fin 1997.

Le ralentissement de l'activité semble s'accélérer dans les secteurs de la construction et du commerce automobile. La consommation d'électricité moyenne tension enregistre par ailleurs un recul de 2,8 % en cumul sur un an.

Dans ce contexte pessimiste, seuls les dirigeants relevant des services aux entreprises, interrogés lors de l'enquête trimestrielle de l'Institut, affichent un solde d'opinion favorable sur l'appréciation de leur activité au troisième trimestre.

Les chefs d'entreprises restent inquiets face à la dégradation de la conjoncture économique internationale et ne perçoivent pas de signes de reprise de leurs courants d'affaires d'ici la fin de l'année.



¹ L'indicateur du climat des affaires a été établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture, centré sur sa moyenne de longue période normée à 100. Cf section « Note méthodologique ».

2.1 – Indicateurs macroéconomiques

Prix

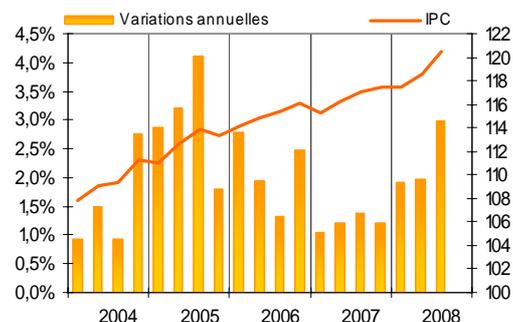
A fin septembre 2008, l'indice des prix s'est inscrit en hausse de 1,7 % par rapport à juin 2008 et de 3 % sur 12 mois, soit la plus forte progression enregistrée depuis trois ans. En année glissante, l'inflation dans les autres départements d'outre-mer a atteint respectivement 2,8 % à la Martinique, 3 % à la Réunion et 3,7 % en Guyane.

Sur le trimestre, l'évolution d'ensemble a principalement résulté de la croissance de 5,8 % des prix de l'énergie sous l'effet de ceux de des produits pétroliers (+5,6%).

Les indices de l'alimentation et des services ont progressé respectivement de 1,8 % et 1,1 %, avec les variations les plus sensibles observées sur les postes « produits frais » (+3,6%), « loyers et services rattachés » (+2,2%), et « transports et communications » (+ 1,1 %).

Indice des prix - base 100 : année 1998

(variations en % : éch. gauche - Indice : éch. droite)



Source : Insee

Emploi

Au 3^{ème} trimestre 2008, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 1,6 % en données CVS, pour atteindre 41 620 demandeurs. Cette baisse ponctuelle profite particulièrement aux jeunes de moins de 25 ans (- 7,7 %). Le marché du travail, légèrement moins favorable en termes de chômage qu'en fin d'année 2007, se stabilise à un niveau comparable à celui observé il y a douze mois. Parallèlement, le nombre d'offre d'emplois en fin de mois est en progression (+20,5% sur un an). Le nombre d'allocataires du RMI reste stable sur la période.

Consommation des ménages

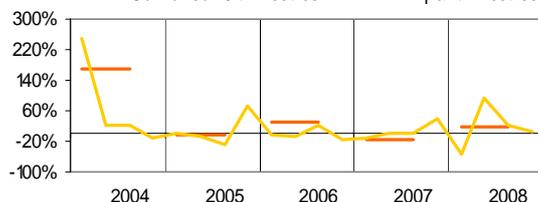
La diminution du pouvoir d'achat des ménages, perceptible depuis le deuxième trimestre, a de nouveau affecté leur consommation dans un contexte de révision à la baisse des anticipations des agents économiques.

Les importations de biens de consommation courante et de biens d'équipement ménagers ont accusé des replis respectifs 3,1 % et 0,7 % (données CVS en cumul) par rapport à 2007.

Parallèlement, l'augmentation significative au troisième trimestre, d'une part des retraits (confiscation) de cartes bancaires (+22,3 %, + 16,4 % en cumul sur 9 mois), d'autre part des personnes physiques interdites bancaire (+1,7 %, + 0,3 % en glissement annuel), dénote un accroissement de la vulnérabilité des ménages (source : Fichier central des chèques – FCC).

Taux de croissance des retraits de cartes bancaires

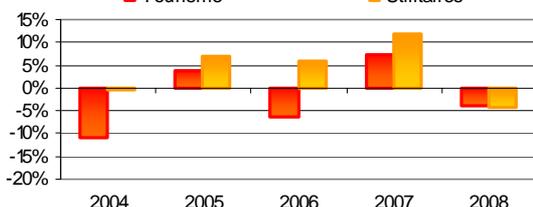
Cumul sur 3 trimestres (ligne orange) par trimestres (ligne jaune)



Source : IEDOM

Taux de croissance annuel des immatriculations de véhicules en cumul depuis le début de l'année

Tourisme (barres rouges) Utilitaires (barres jaunes)



Source : Préfecture

Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs du département accusent, à l'instar de la métropole, un repli de 3,2 % par rapport au trimestre précédent et de 10,2 % en cumul depuis le début de l'année (en données CVS).

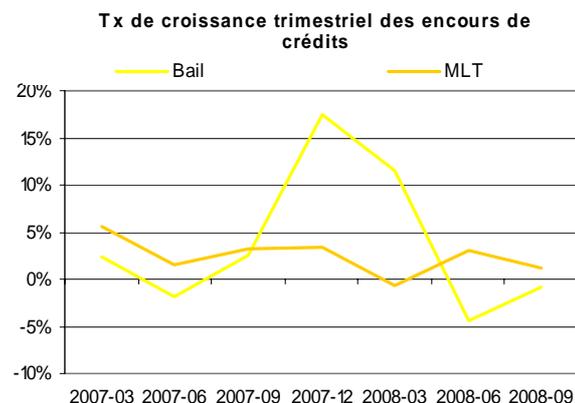
Investissement des entreprises

Au troisième trimestre, les financements bancaires à l'investissement des entreprises ont progressé de façon modérée (+ 1 % par rapport à fin juin 2008), tirés par l'évolution des encours des services marchands¹, confirmant la bonne orientation de cette activité (source : SCR de la Banque de France²).

Les crédits à moyen et long termes ont enregistré un ralentissement (1,2 %, contre + 3 % sur trois mois en juin), alors que le crédit-bail demeure orienté à la baisse (- 0,9 % en septembre contre -4,5 % au mois de juin).

En glissement annuel, le rythme de progression des encours de crédits à l'investissement des entreprises ralentit, tout en restant relativement soutenu (+8,2 % contre +8,9 % en moyenne annuelle), avec des augmentations sensibles dans les services marchands (+ 9,1 %) et dans la construction (+ 29,9 %).

En outre, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs accusent un repli de 4,1 % en cumul depuis le début de l'année (en données cvs).

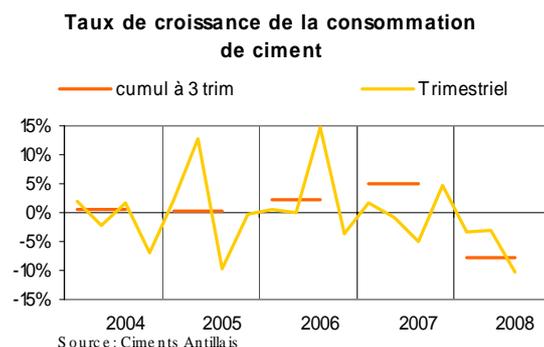


Source : SCR Banque de France

2.2 – Bâtiments et travaux publics/Industries

Prolongeant la tendance des deux trimestres précédents, les professionnels du secteur du BTP enregistrent un nouveau tassement de leur activité en dépit du lancement des travaux du chantier de rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre.

Certaines entreprises ont également pu être affectées par la grève des transporteurs de pondéreux, qui a engendré des perturbations dans la distribution du ciment. Les statistiques de la consommation de ciment se sont ainsi inscrites en repli de 10,2 % en données CVS sur le trimestre (- 7,7 % en cumul depuis le début de l'année).



Source : Ciments Antillais

Par ailleurs, les attestations délivrées par le Consuel pour les logements et les locaux commerciaux et industriels accusent des replis respectifs de 10 % et de 30,2 % en données CVS sur la période. L'appréciation de la situation en données annuelles (- 0,3 % et + 13,3 % respectivement) nuance ce constat défavorable.

Pour le trimestre à venir, les chefs d'entreprise anticipent une orientation à la baisse de leur activité compte tenu des incertitudes liées aux effets du prochain dispositif de défiscalisation inclus dans la prochaine loi programme pour l'outre-mer et à ceux de la conjoncture économique internationale.

Les professionnels du secteur des industries, dont l'activité est étroitement liée à celle du BTP, ont de même enregistré une diminution de leur volume d'affaires et demeurent prudents quant à son évolution dans les prochains mois.

2.3 – Industries agroalimentaires

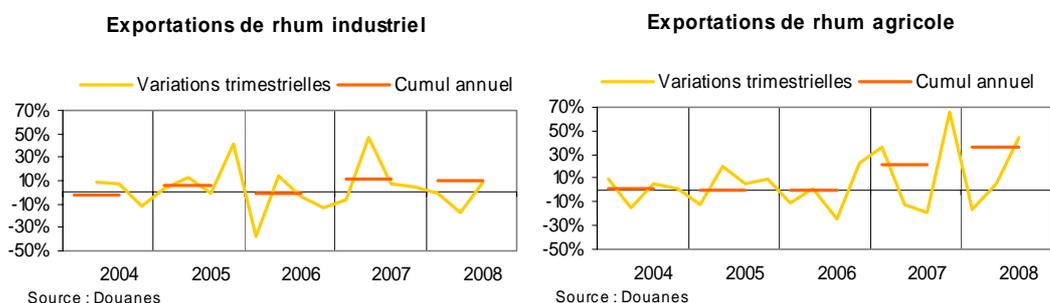
L'activité dans les industries agroalimentaires serait globalement stable, mais fait apparaître des évolutions contrastées selon les sous-secteurs.

¹ Les services marchands représentent la majorité des encours de risques recensés sur les entreprises, soit 83% à fin septembre 2008.

² Les données du SCR Banque de France recensent les encours de risques d'un montant supérieur à 25 000€.

Conjoncture économique

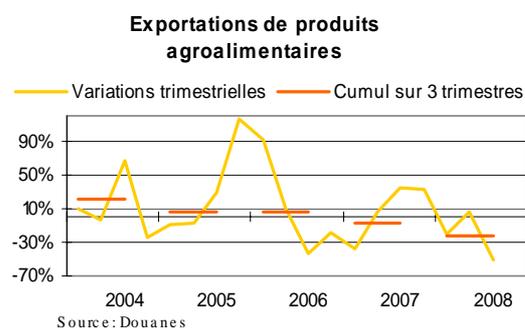
Dans l'industrie rhumière, les distilleries ont augmenté leurs exportations de 10,1 % en cumul annuel par rapport à 2007 (données CVS) pour le rhum industriel et de 36 % pour le rhum agricole, grâce à l'obtention d'un contingent additionnel de 2 413 HAP en fin d'année 2007.



La production de farines animales et d'aliments de bétail accuse des replis ponctuels de 1,1 % et 3,7 % (données brutes), pour une tendance toujours orientée positivement sur l'année (+7,5% dans l'ensemble).

Par ailleurs, on constate une baisse conjoncturelle des exportations de produits agroalimentaires (-52 %¹ en valeur et -59 % en volume au troisième trimestre en données CVS) qui demande à être analysée plus finement.

Pour la fin de l'année, les professionnels du secteur affichent leur pessimisme quant à l'évolution de leur activité, prévoyant une dégradation de leurs volumes d'affaires.



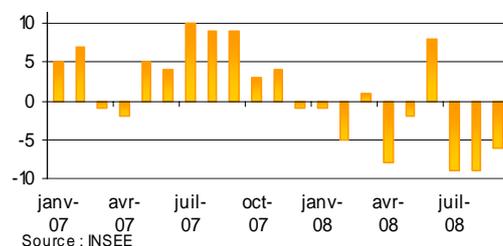
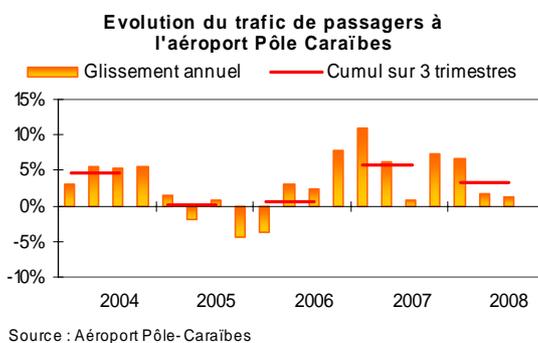
2.4 – Tourisme

Le solde d'opinions des professionnels du tourisme est de nouveau orienté à la baisse, prolongeant la tendance observée depuis le début de l'année. Ils déplorent une diminution de la fréquentation de l'île, la clientèle métropolitaine de tourisme (stricto sensu) s'étant orientée davantage vers d'autres destinations de la Caraïbe ou d'Amérique du Nord, en bénéficiant notamment d'un change favorable en zone dollar.

Ainsi l'activité hôtelière du département a sensiblement diminué avec des taux d'occupation en régression de 6 points en rythme annuel sur l'ensemble des structures d'accueil.

Paradoxalement, le trafic de passagers à l'aéroport Pôle Caraïbes, bien qu'en ralentissement, a enregistré une croissance de 1,2 % en glissement annuel et de 3,2 % en cumul sur 3 trimestres (contre 5,8 % l'année précédente).

Alors que les professionnels du secteur ont fait état de leurs inquiétudes générées par la baisse des exonérations des charges patronales prévues par la loi programme pour l'outre-mer², le secrétaire d'Etat à l'outre-mer a proposé, lors des assises du tourisme organisées à Paris en novembre 2008, la mise en place d'un plan d'action global destiné à redynamiser le tourisme ultra-marin. Ce plan comprend pour la Guadeloupe la création d'un comité stratégique opérationnel associant le préfet, les collectivités locales ainsi qu'un représentant de l'Etat chargé de coordonner la mise en œuvre des orientations stratégiques, des actions de formation et de promotion, ainsi que des aides financières.



¹ En cumul annuel, la baisse atteint -23% en valeur.

² Une motion Inter-Dom a été adoptée le 21 octobre 2008 afin de préconiser des solutions face à l'alourdissement de leurs charges.

2.5 – Services

Les professionnels des services aux entreprises ont enregistré une progression de leurs volumes d'affaires au troisième trimestre, mais prévoient une diminution de leur activité pour le prochain trimestre.

**Annexes
statistiques**

Note Méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner un poids, aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises, proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Sommaire

L'évolution de la conjoncture	13
Vue d'ensemble	14
1. Les entreprises	15
1.1 L'offre de biens et services par secteur	15
1.1.1 Agriculture, élevage et pêche.....	15
1.1.2 Industrie agro-alimentaire.....	16
1.1.3 Autres industries.....	18
1.1.4 Bâtiment et travaux publics.....	19
1.1.5 Hôtellerie - Tourisme.....	21
1.1.6 Services aux entreprises.....	22
1.1.7 Le commerce.....	23
1.2 L'investissement des entreprises	24
1.3 Les conditions de financement des entreprises	24
1.4 La vulnérabilité des entreprises	25
2. Les ménages	26
2.1 La consommation des ménages	26
2.2 L'investissement des ménages	26
2.3 La vulnérabilité des ménages	27
3. Indicateurs macro-économiques	28

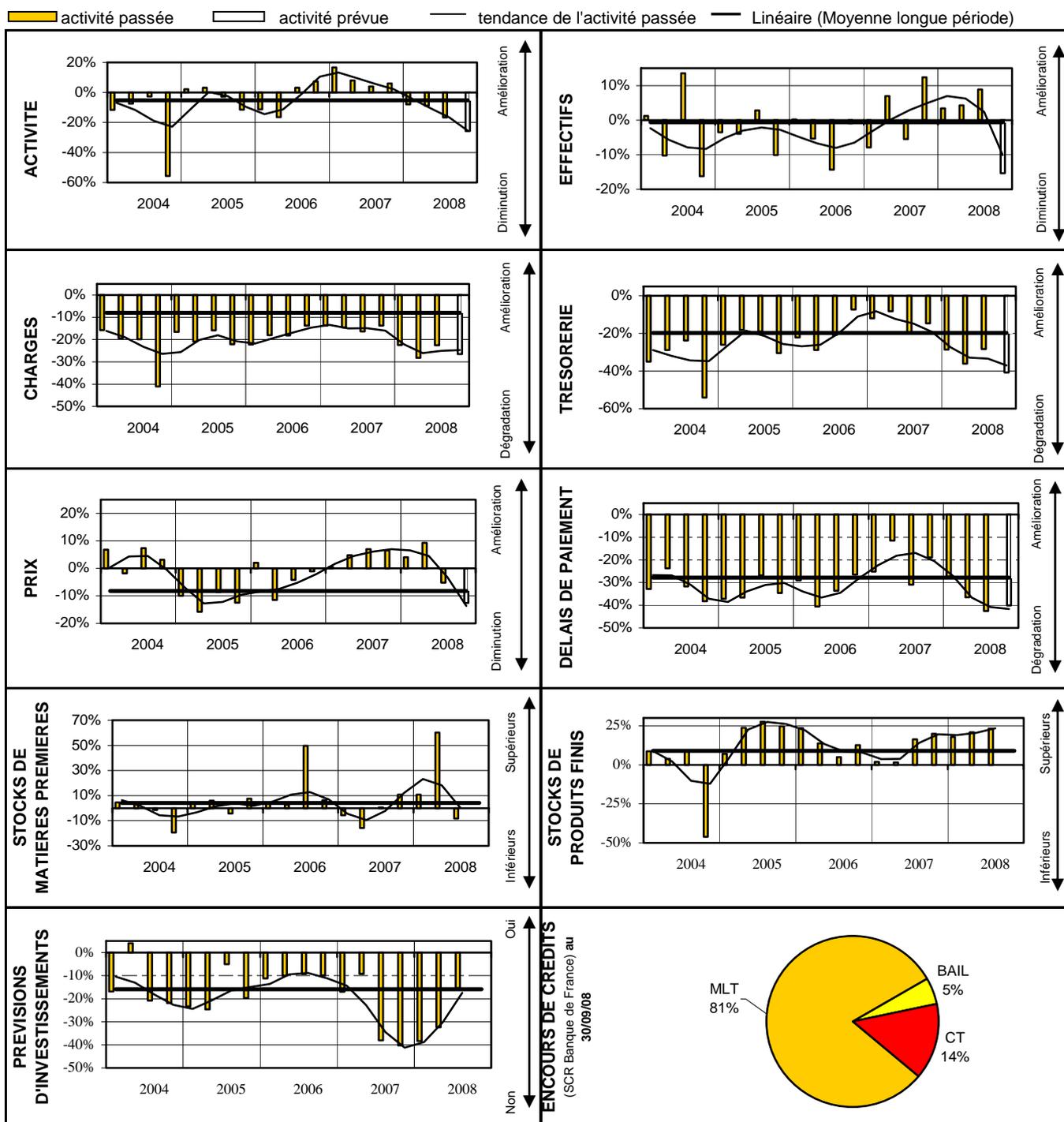
L'évolution de la conjoncture

Vue d'ensemble

1. Les entreprises
2. Les ménages
3. Indicateurs macro-économiques

Vue d'ensemble

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2008 ¹

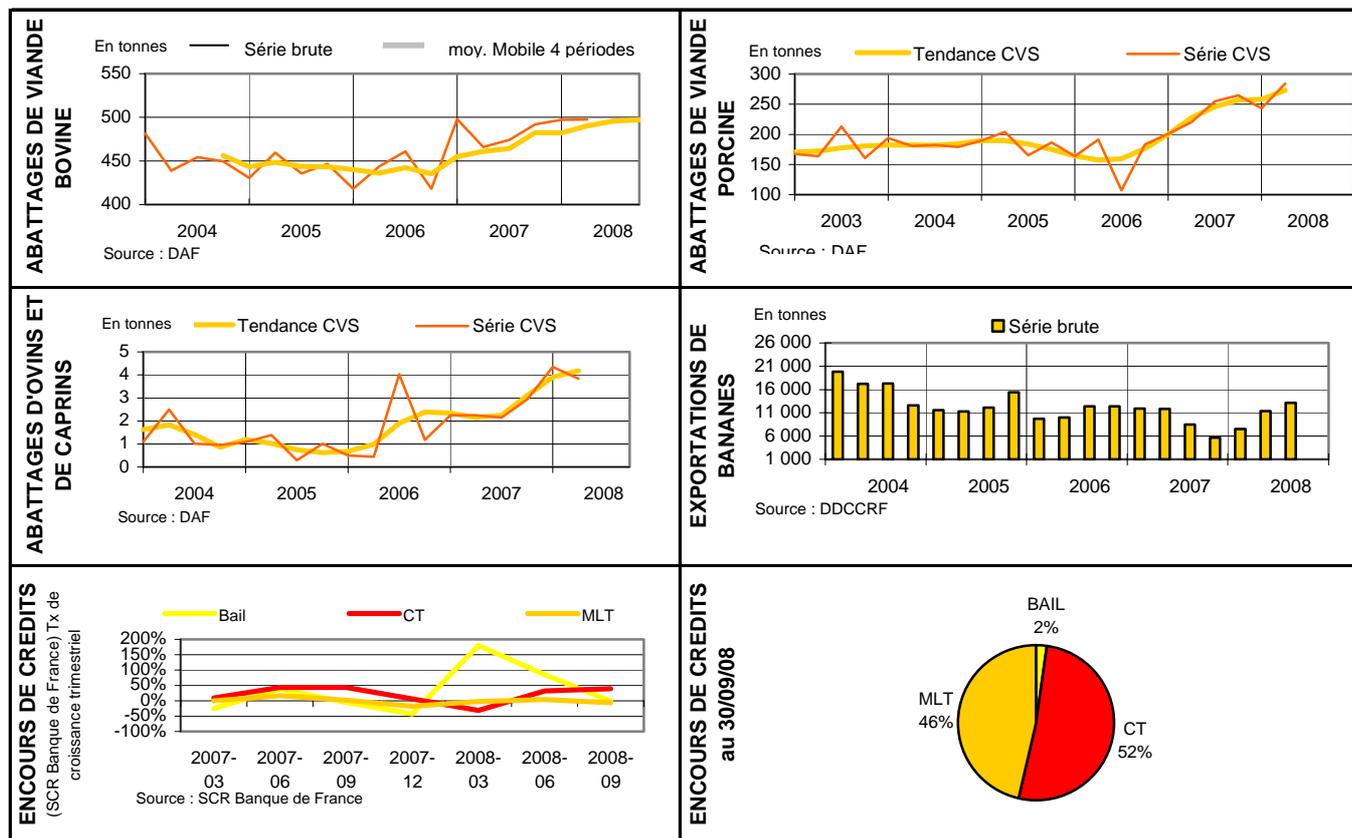


¹ La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

1. Les entreprises

1.1 L'offre de biens et services par secteur

1.1.1 Agriculture, élevage, pêche

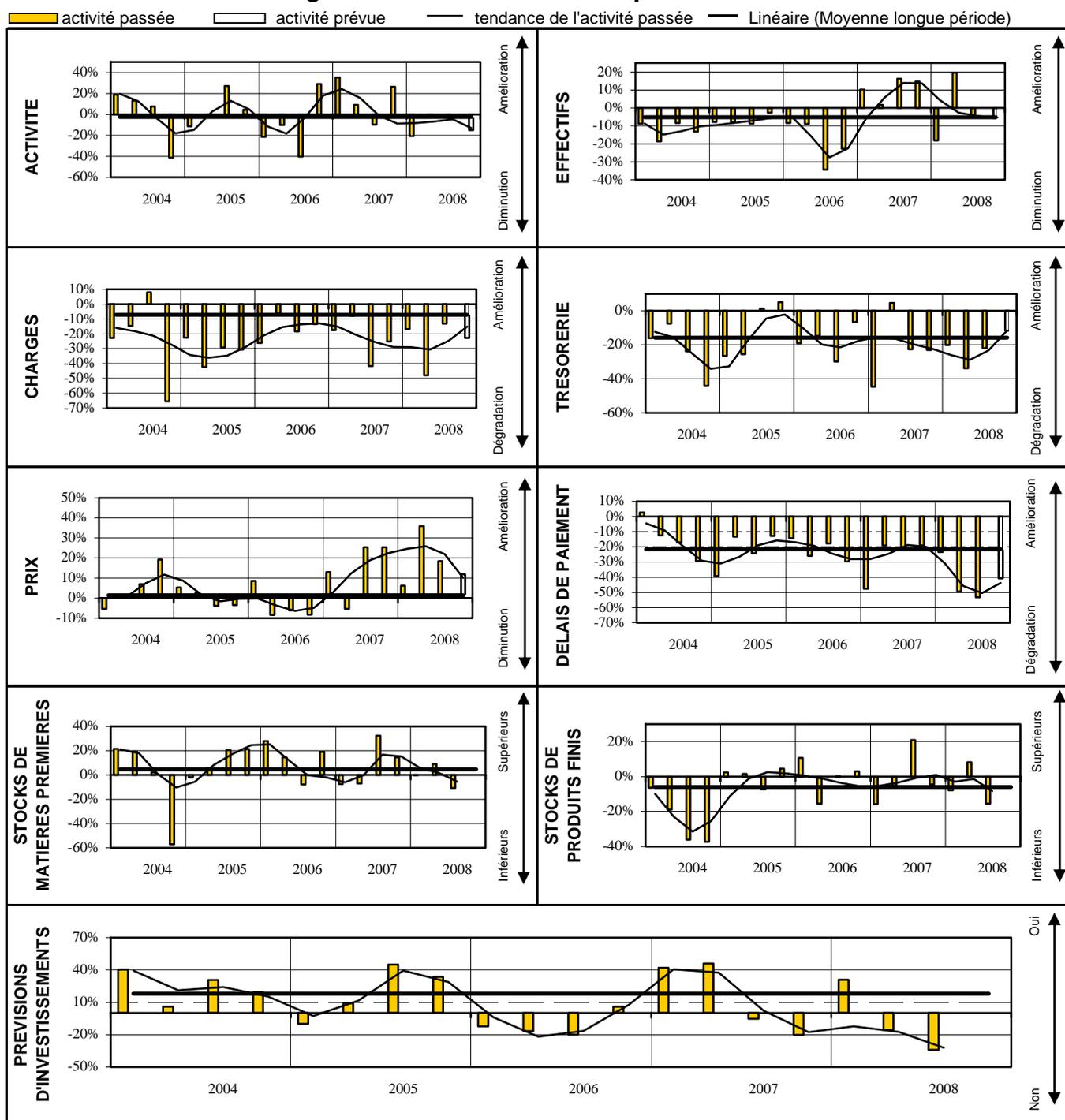


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	∑08/∑07
Abattages de viande bovine (en tonnes)	454	436	461	474	492	497	498	-	ND	995	3,2%
Abattages de viande porcine (en tonnes)	168	152	98	230	364	202	254	-	ND	456	25,3%
Abattages d'ovins et caprins (en tonnes)	1	1	4	2	3	4	4	-	ND	8	82,0%
Source : DAF											
Exportations de bananes (en tonnes)	17 290	12 151	12 407	8 487	5 666	7 541	11 351	13 123	15,6%	32 014	-0,7%
Source : DDCCRF											

1.1.2 Industries agroalimentaires

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Agroalimentaire » au 30 septembre 2008

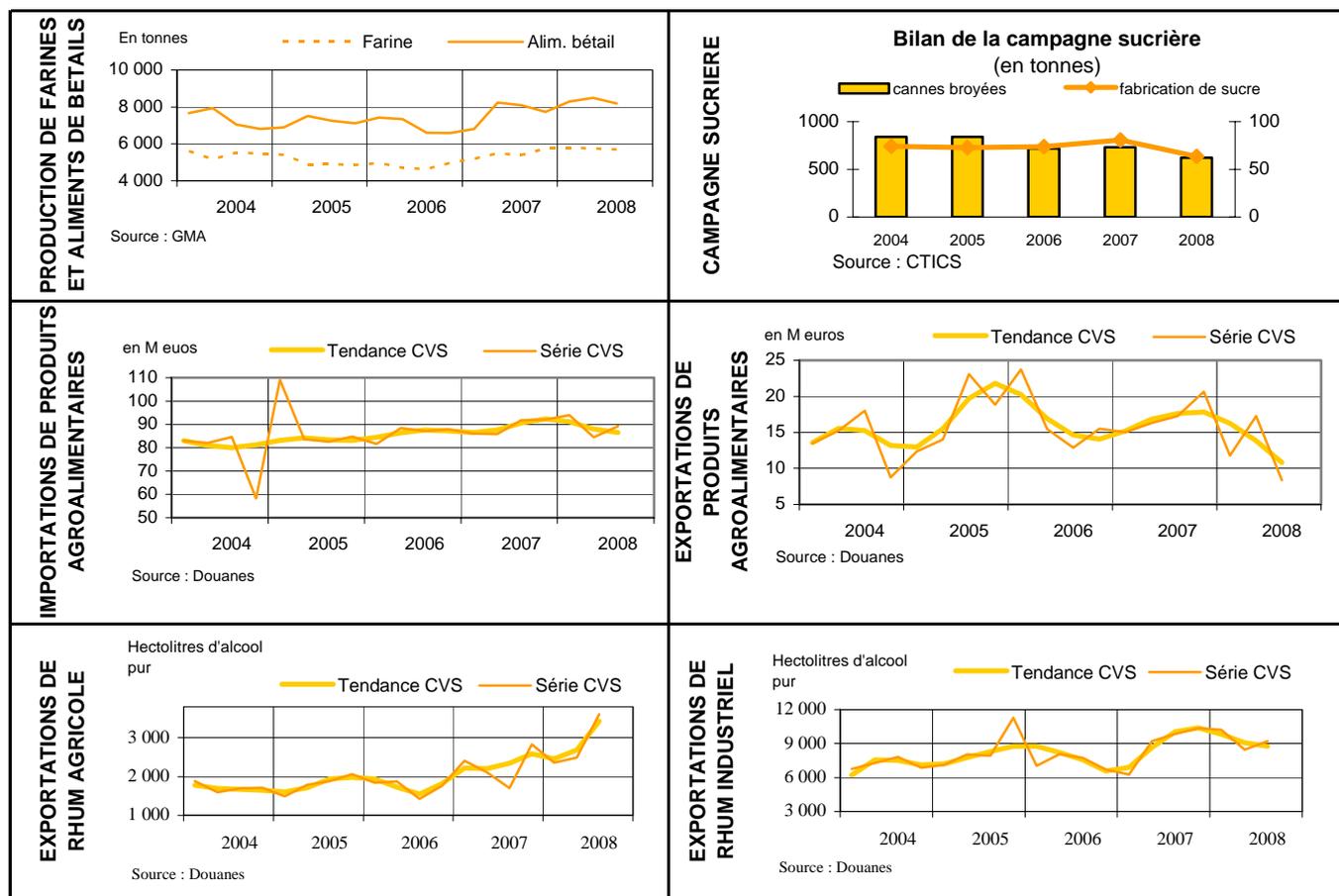


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	∑08/∑07
Production de farines (Milliers de tonnes)	5 534	4 904	4 634	5 403	5 750	5 796	5 756	5 692	-1,1%	17 244	7,1%
Production d'aliments de bétail (Milliers de tonnes)	7 048	7 263	6 610	8 095	7 733	8 281	8 496	8 181	-3,7%	24 958	7,8%

Source : Grands Moulins des Antilles

Conjoncture économique

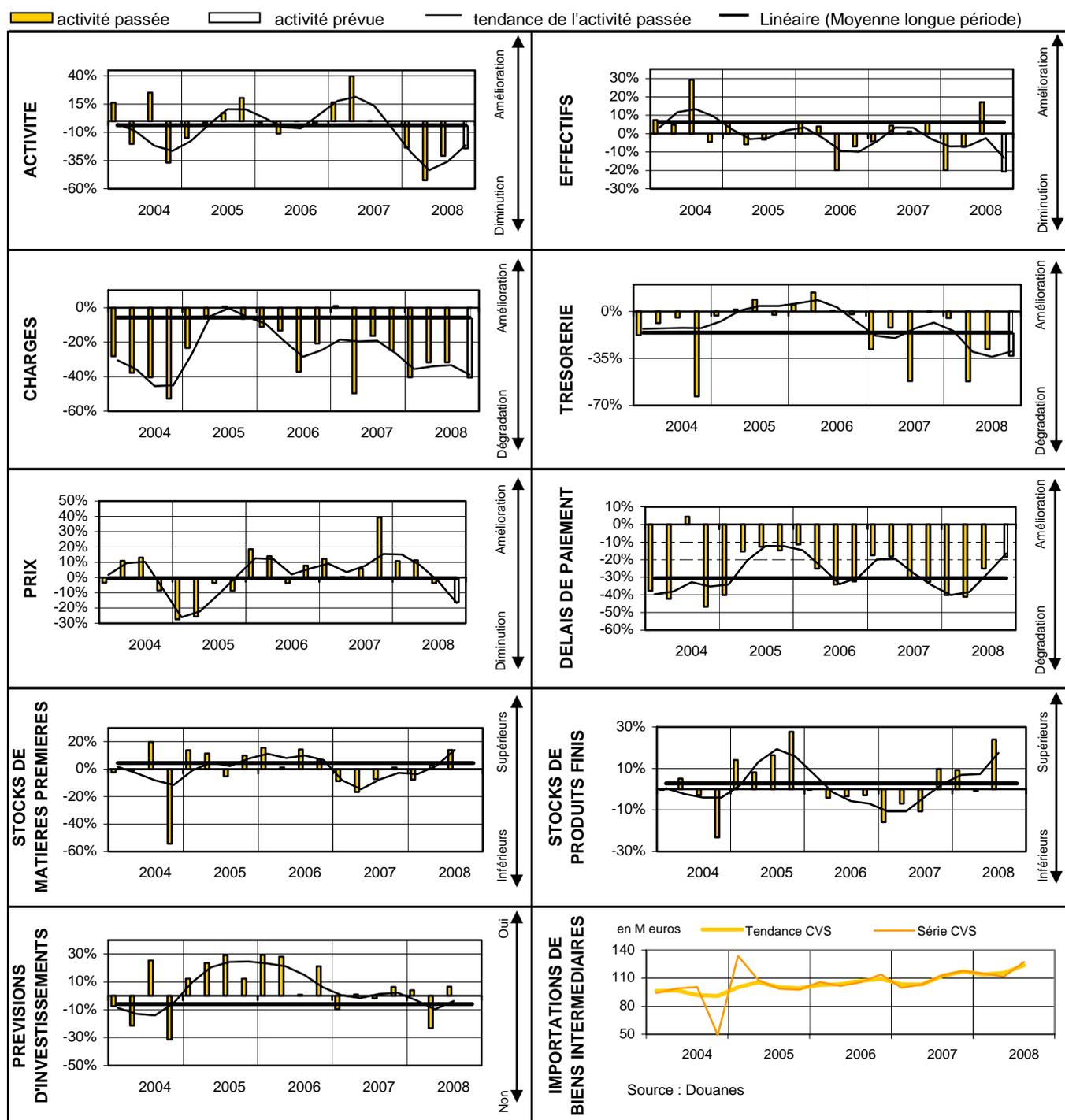


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	2004		2005		2006		2007		2008		Σ_{08}/Σ_{07}
Cannes manipulées (Milliers de tonnes)	841,6		841,1		716,9		732,5		622,2		-15,1%
Production de sucre (Milliers de tonnes)	74,0		72,8		73,7		80,8		63,5		-21,5%
Rendement industriel (en %)	8,8%		8,7%		10,3%		11,0%		10,2%		-0,8
<i>Source : Syndicat des producteurs exportateurs de sucre et de rhum</i>											
	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	Σ_{08}/Σ_{07}
Importations de produits agroalimentaires (Millions d'euros)	84	81	86	91	98	94	79	89	12,9%	262	-2,3%
Exportations de produits agroalimentaires (Millions d'euros)	22	28	15	20	9	6	33	9	-72,3%	48	-53,5%
Exportations de rhum agricole (Hectolitres d'Alcool Pur)	1 573	1 463	954	1 055	2 457	2 394	3 710	2 206	-41%	8 310	25,2%
Exportations de rhum industriel (HAP)	5 571	5 853	6 014	8 340	7 056	11 577	11 790	7 890	-33,1%	31 257	8,9%
<i>Source : Douanes</i>											

1.1.3 Autres Industries¹

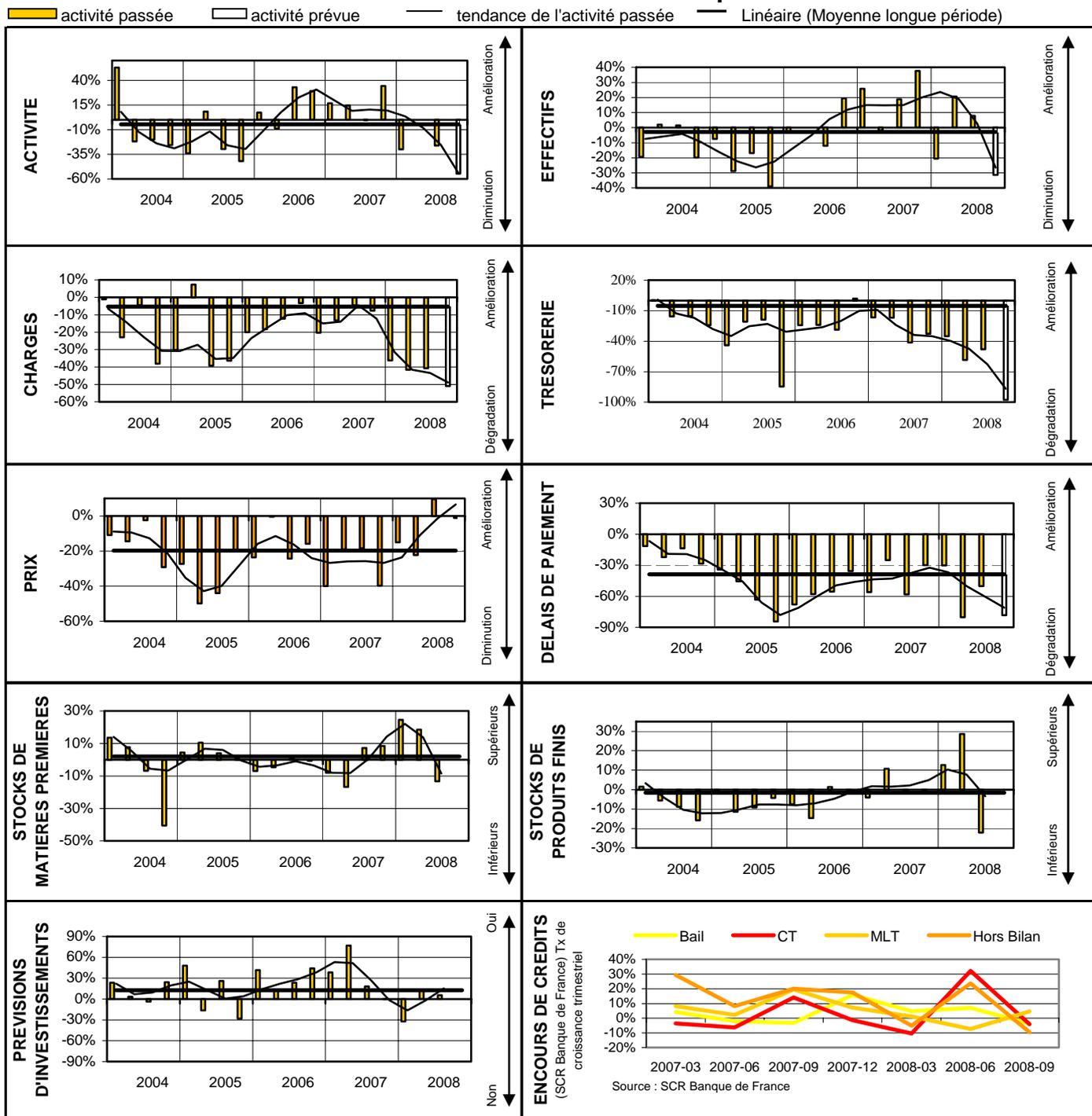
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Autres Industries » au 30 septembre 2008



¹ Industries mécaniques, imprimeries, fabrication de menuiseries métalliques etc...

1.1.4 Bâtiment et Travaux publics

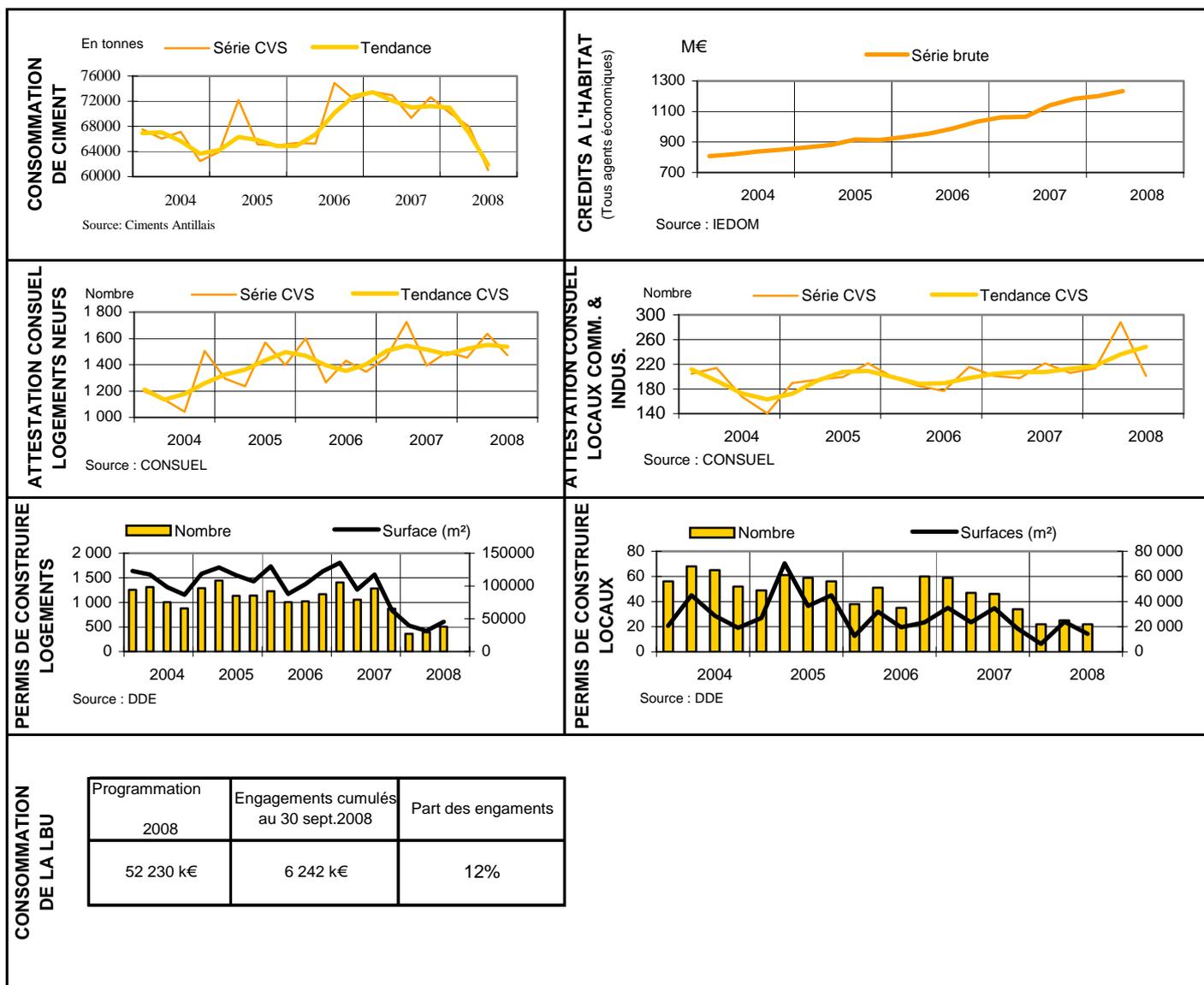
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur " Bâtiment et Travaux Publics " au 30 septembre 2008



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	∑08/∑07
Consommation de ciment (tonnes) <i>Source : Lafarges ciments anillais</i>	69 706	67 067	76 090	69 971	71 751	67 937	70 541	61 348	-13,0%	199 825	-7,8%
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	06-08/03-08	06-08/06-07
Crédits à l'habitat (millions d'euros) <i>Source : IEDOM</i>	770	808	865	932	1 062	1 065	1 141	1 183	1 202	1,6%	13,2%

Conjoncture économique

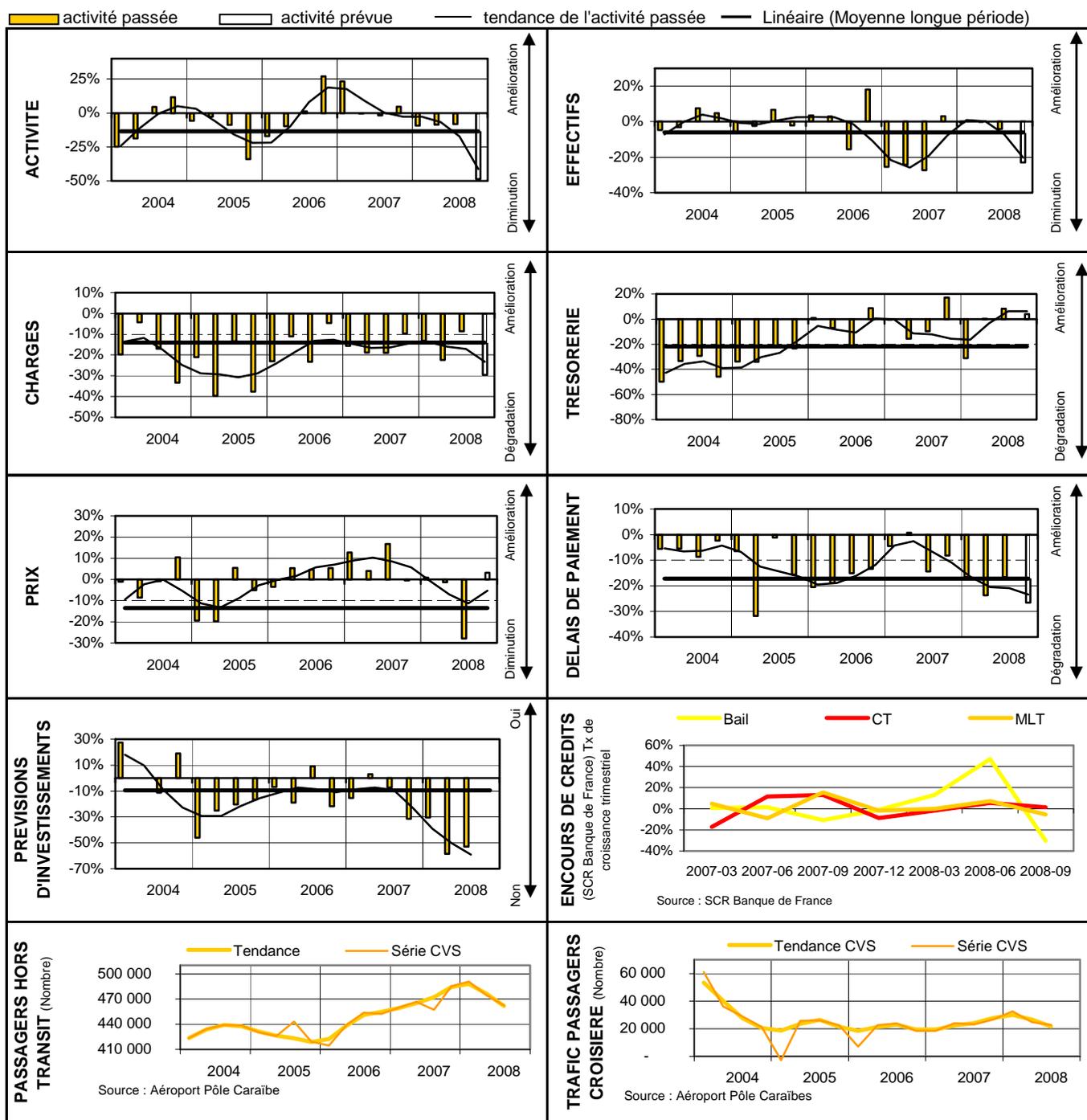


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	208/207
Attestation sur logements neufs (nombre)	1 007	1 511	1 357	1 315	1 525	1 391	1 755	1 388	-20,9%	4 534	-0,1%
Attestations sur locaux neufs (nombre)	152	179	153	195	261	198	274	175	-36,1%	647	14,3%
<i>Source : Consuel</i>											
Permis de construire logements (nombre)	1 006	1 136	1 021	1 286	872	361	392	506	29,1%	1 259	-66,4%
Permis de construire locaux (nombre)	65	59	35	46	34	22	25	22	-12,0%	69	-54,6%
<i>Source : DDE</i>											
	sept 03	sept 04	sept 05	sept 06	sept 07	déc 07	mars 08	juin 08	sept 08	09-08/06-08	09-08/09-07
Consommation de la LBU (%)	ND	ND	38,2%	15,3%	30,0%	100%	0%	11,9%	38,9%	27,0	8,9
<i>Source : DDE</i>											

1.1.5 Hôtellerie - Tourisme

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Hôtellerie et Tourisme » au 30 septembre 2008



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

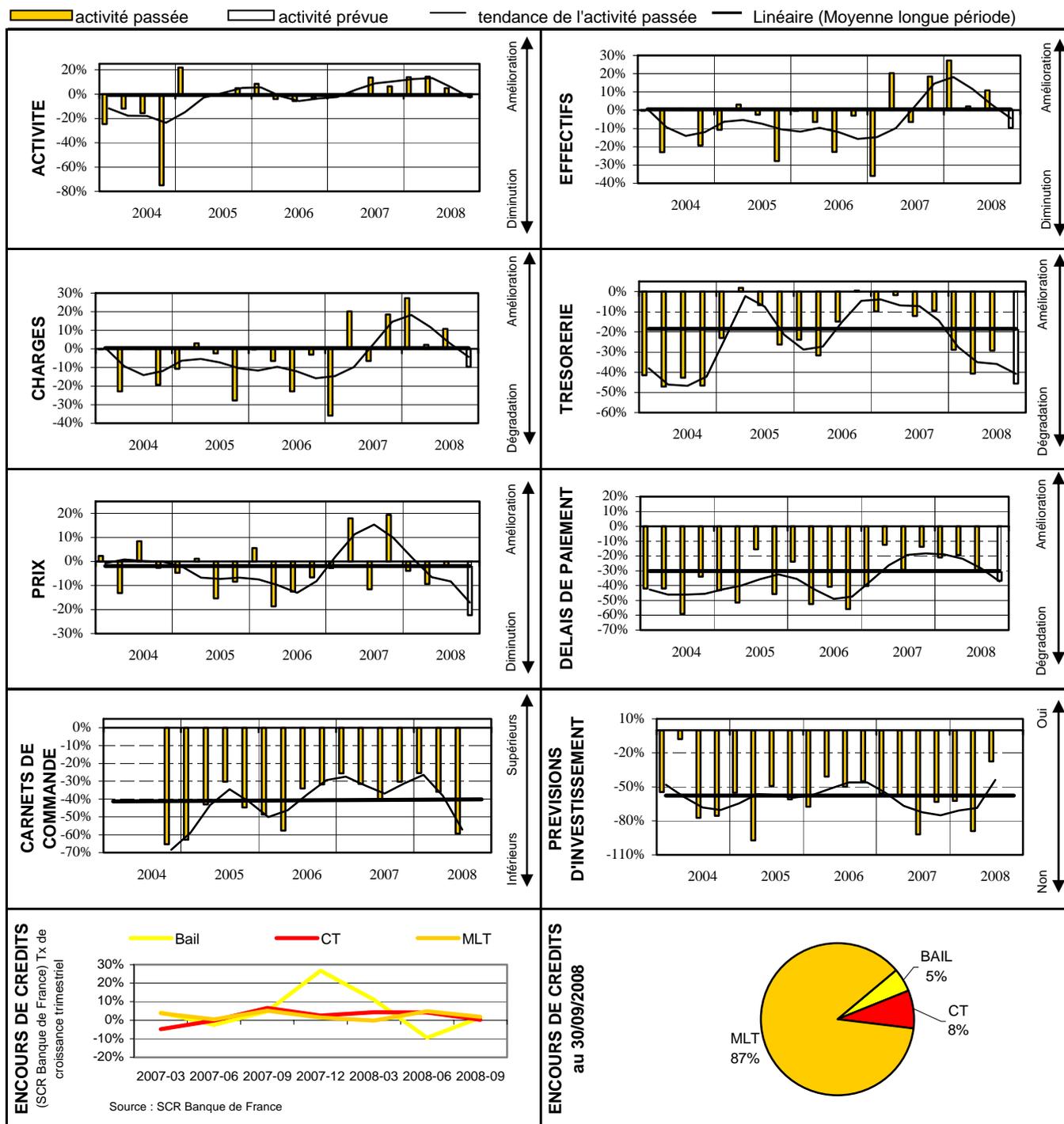
	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	∑08/∑07
Trafic passagers hors transit (Nombre)	467 097	475 724	488 722	492 108	417 228	549 851	447 824	497 288	11,0%	1 494 963	3,3%
Trafic passagers de croisière (Nombre)*	0	0	0	0	22 094	72 819	12 221	0	NS	85 040	21,9%

Source : Aéroport Pôle Caraïbes

* La saison des croisières débute au mois d'octobre de l'année N-1 et se termine au mois d'avril de l'année suivante.

1.1.6 Services aux entreprises

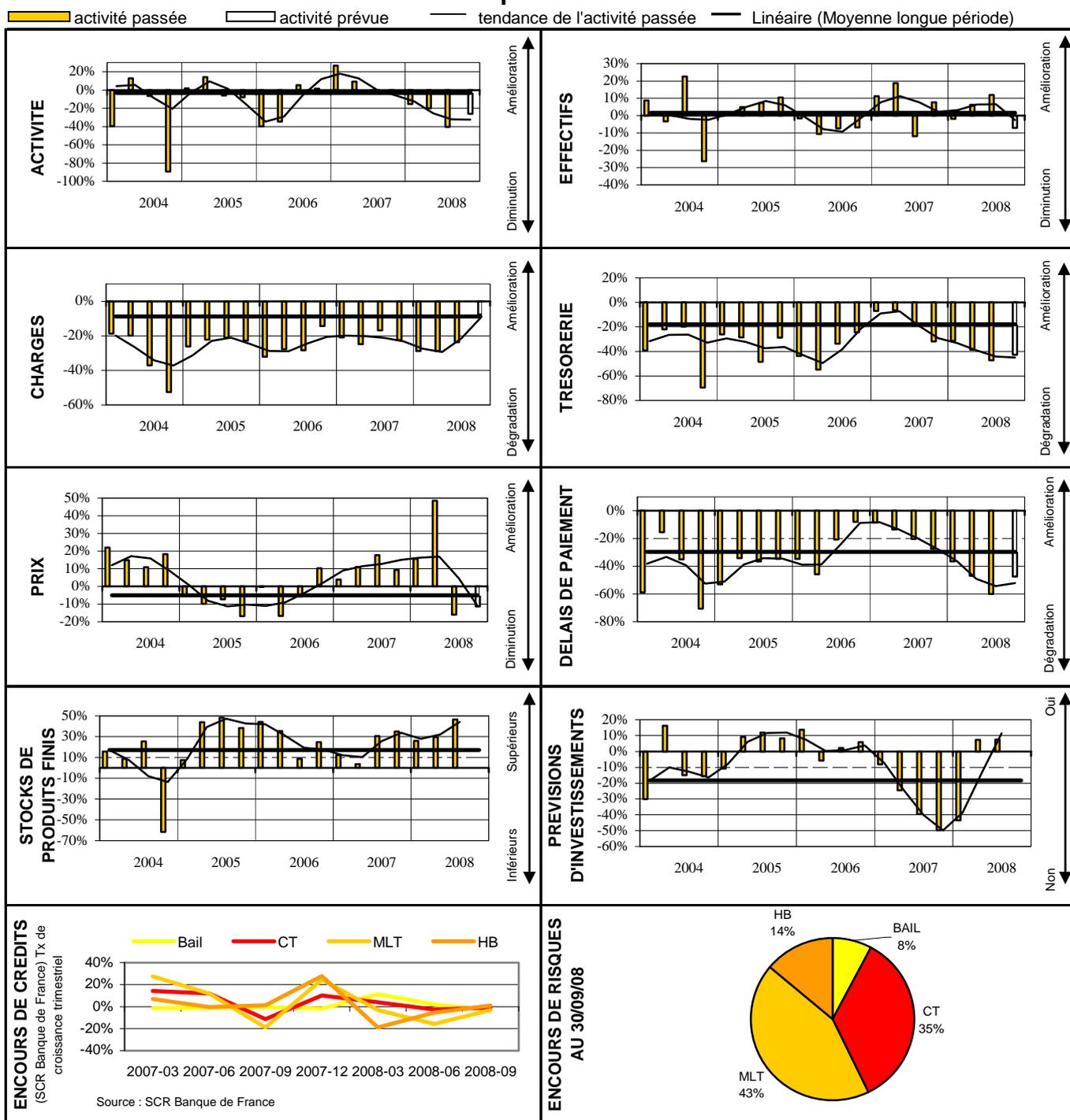
Soldes d'opinions bruts des dirigeants d'entreprises du secteur des « Services aux entreprises »¹ au 30 septembre 2008



¹ La courbe des réalisations retranscrit des soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigée des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

1.1.7 Le commerce

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Commerce » au 30 septembre 2008

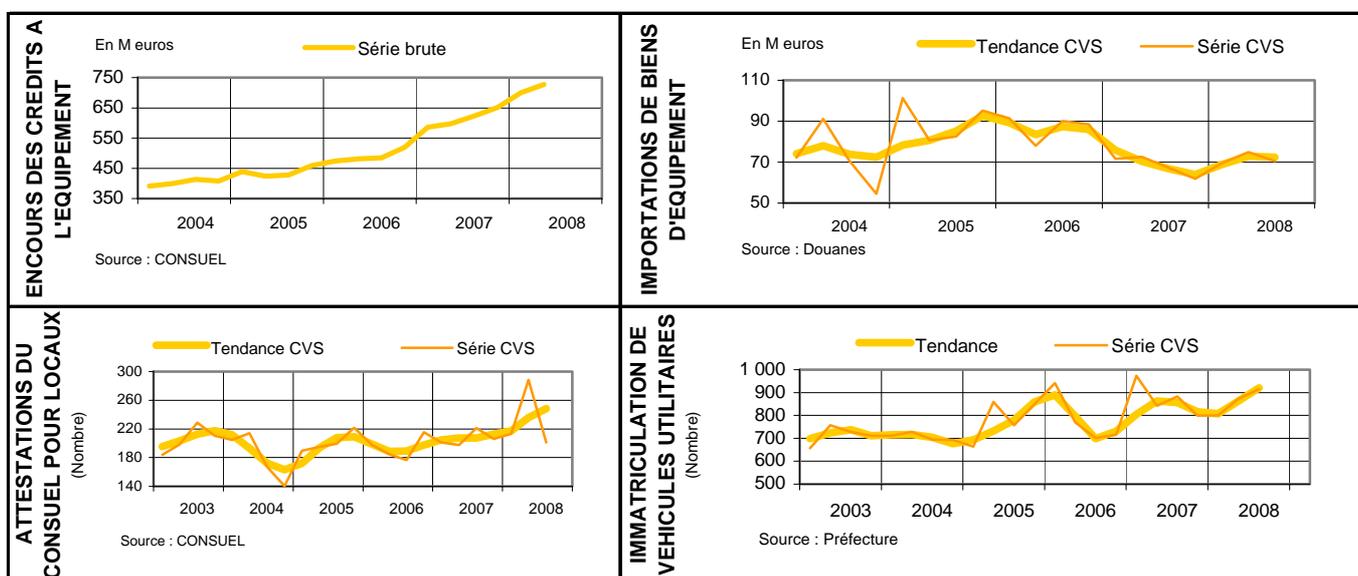


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	Σ08/Σ07
Immatriculations de véhicules de tourisme neufs (Nombre)	2 954	2 963	2 571	3 233	3 326	4 434	3 698	2 862	-22,6%	10 994	-10,3%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (Nombre)	640	685	624	780	754	821	1 002	806	-19,6%	2 629	-3,9%

Source : Préfecture

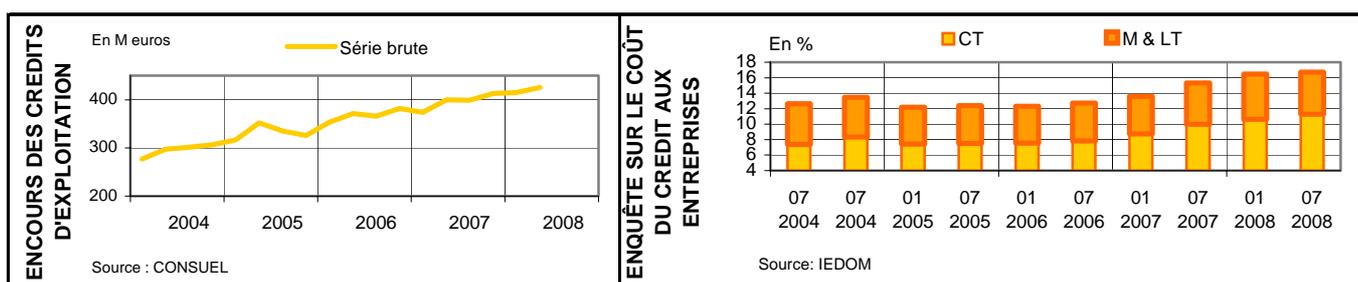
1.2 L'investissement des entreprises



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	06-08/03-08	06-08/06-07
Encours de crédits à l'équipement (Millions €) Source : IEDOM	446	446	479	511	640	676	691	706	727	3,1%	13,6%
Importations de biens d'équipement (Millions €) Source : Douanes	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	∑08/∑07
	63	73	80	59	78	71	61	63	2,3%	195	5,7%
Attestations sur locaux neufs (Nombre) Source : Consuel	152	179	153	195	261	198	274	175	-36,1%	647	14,3%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (Nombre) Source : Préfecture	640	685	624	780	754	821	1 002	806	-19,6%	2 629	-3,9%

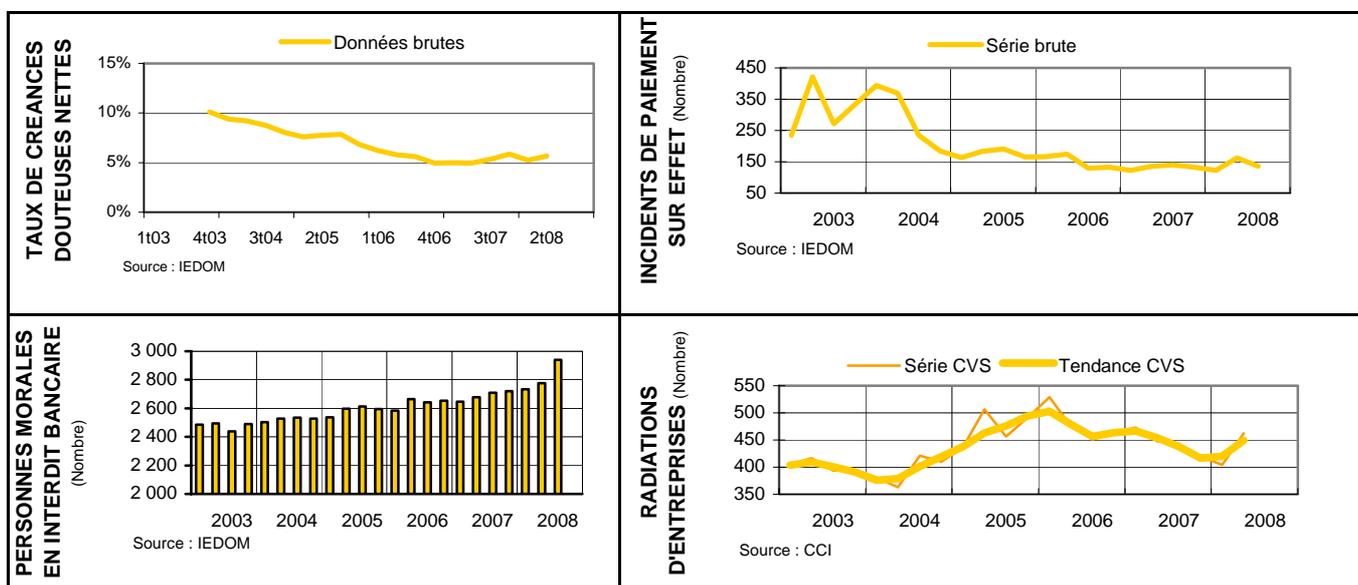
1.3 Les conditions de financement des entreprises



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	06-08/03-08	06-08/06-07
Encours des crédits d'exploitation (Millions €) Source : IEDOM	234	252	302	336	367	383	375	400	399	-0,2%	8,7%

1.4 La vulnérabilité des entreprises

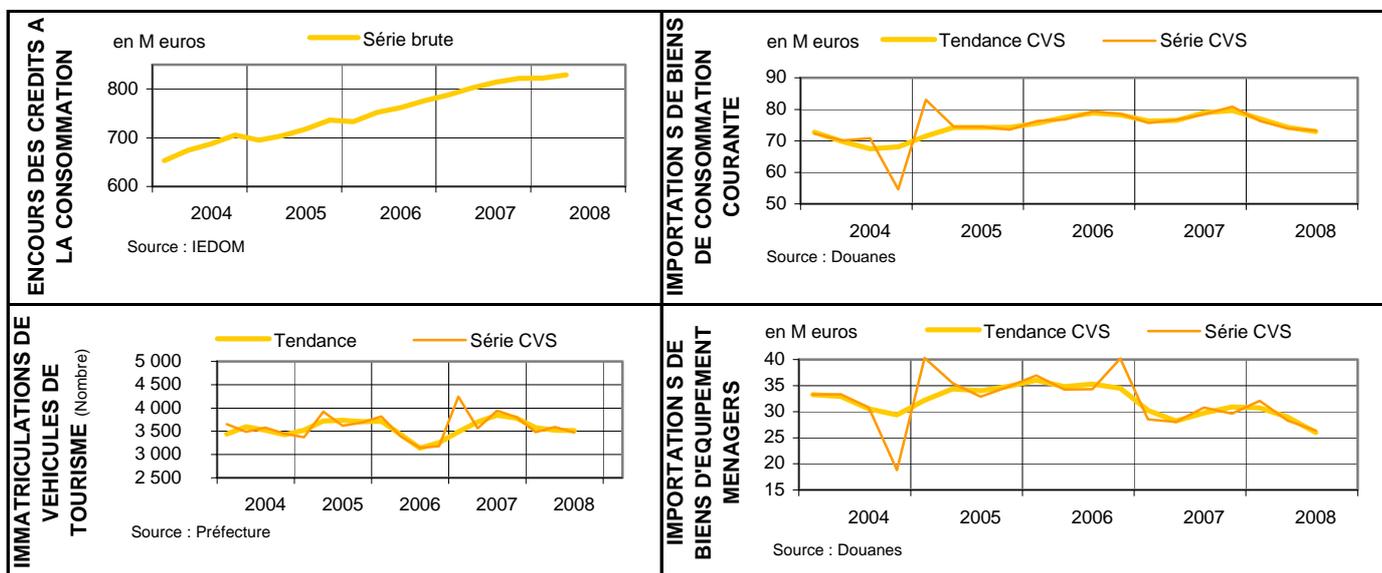


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept 07	déc 07	mars 08	juin 08	06-08/03-08	06-08/06-07
Taux de créances douteuses nettes (%) Source : IEDOM	ND	9,4%	7,6%	6,2%	5,0%	5,0%	5,3%	5,9%	5,3%	-0,6	0,3
Incidents de paiement sur effet (en nombre) Source : IEDOM	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	208/207
	235	191	130	140	133	122	162	136	-16,0%	420	-2,9%
Radiations d'entreprises (Nombre) Source : CCI	387	419	410	399	424	460	447	0	ND	907	-5,3%
Personnes morales en interdit bancaire (Nombre) Source : IEDOM	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	09-08/06-08	09-08/09-07
	2 439	2 534	2 614	2 641	2 733	2 721	2 733	2 776	2 940	5,9%	8,5%

2. Les ménages

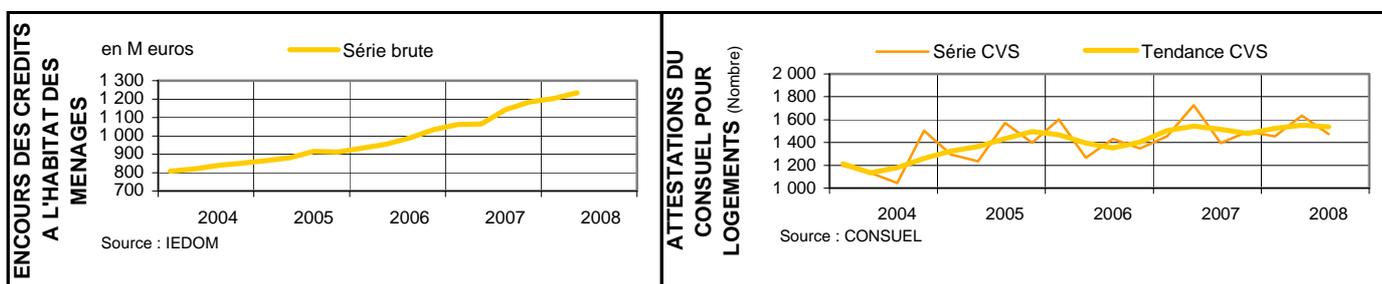
2.1 La consommation des ménages



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept-07	déc.-07	mars-08	juin-08	06-08/03-08	06-08/06-07
Encours de crédits à la consommation (Millions d'euros) <i>Source : IEDOM</i>	634	665	688	725	781	794	805	822	823	0,1%	5,3%
	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	∑08/∑07
Importations de biens de consommation (Millions d'euros) <i>Source : Douanes</i>	69	73	78	78	81	74	76	73	-4,4%	223	-6,3%
Immatriculations de véhicules de tourisme neufs (Nombre) <i>Source : Préfecture</i>	2 954	2 963	2 571	3 233	3 326	4 434	3 698	2 862	-22,6%	10 994	-10,3%

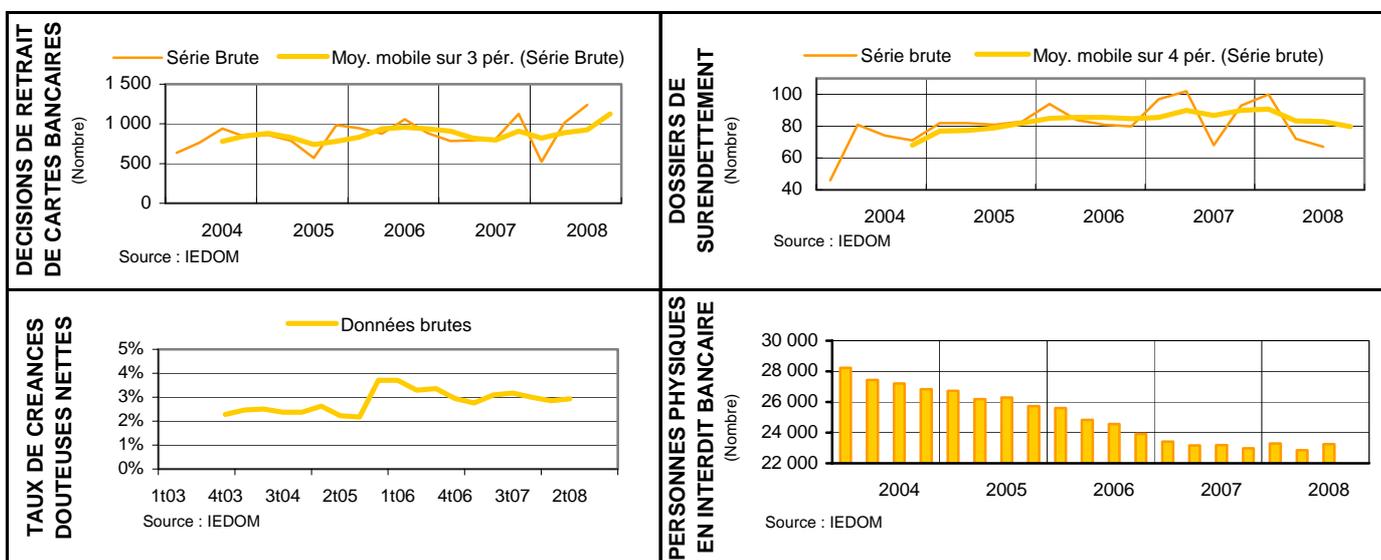
2.2 L'investissement des ménages



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept-07	déc.-07	mars-08	juin-08	06-08/03-08	06-08/06-07
Encours de crédits à l'habitat (Millions d'euros) <i>Source : IEDOM</i>	770	808	865	932	1062	1065	1141	1183	1202	1,6%	13,2%
	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	09-08/09-07
Attestation sur logements neufs (nombre) <i>Source : Consuel</i>	1007	1511	1357	1315	1525	1391	1755	1388	-20,9%	4534	-0,1%

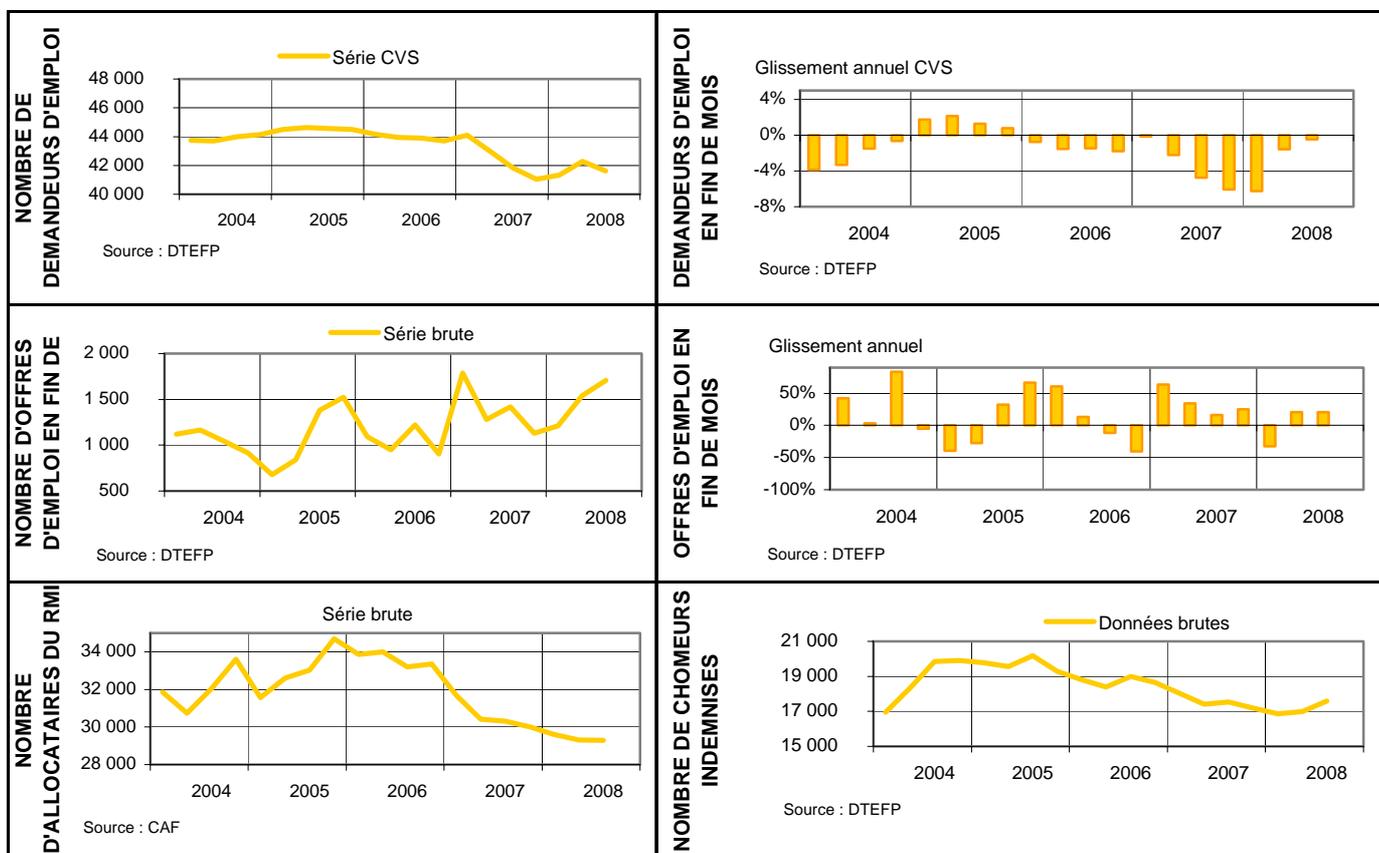
2.3 La vulnérabilité des ménages



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	06-08/03-08	06-08/06-07
Taux de créances douteuses nettes (%)	ND	2,5%	2,6%	3,7%	4,0%	3,1%	3,2%	3,0%	2,8%	-0,1	-1,1
Source : IEDOM											
	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	208/207
Dossiers reçus à la commission de surendettement (Nombre)	74	81	81	68	93	100	72	67	-6,9%	239	-10,5%
Décisions de retrait de cartes bancaires (Nombre)	941	573	1056	811	1124	523	1014	1240	22,3%	2 777	16,4%
Source : IEDOM											
	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	09-08/06-08	09-08/09-07
Personnes physiques en interdit bancaire (Nombre)	27 988	27 214	26 298	24 561	23 282	22 986	23 282	22 846	23 241	1,7%	0,3%
Source : IEDOM											

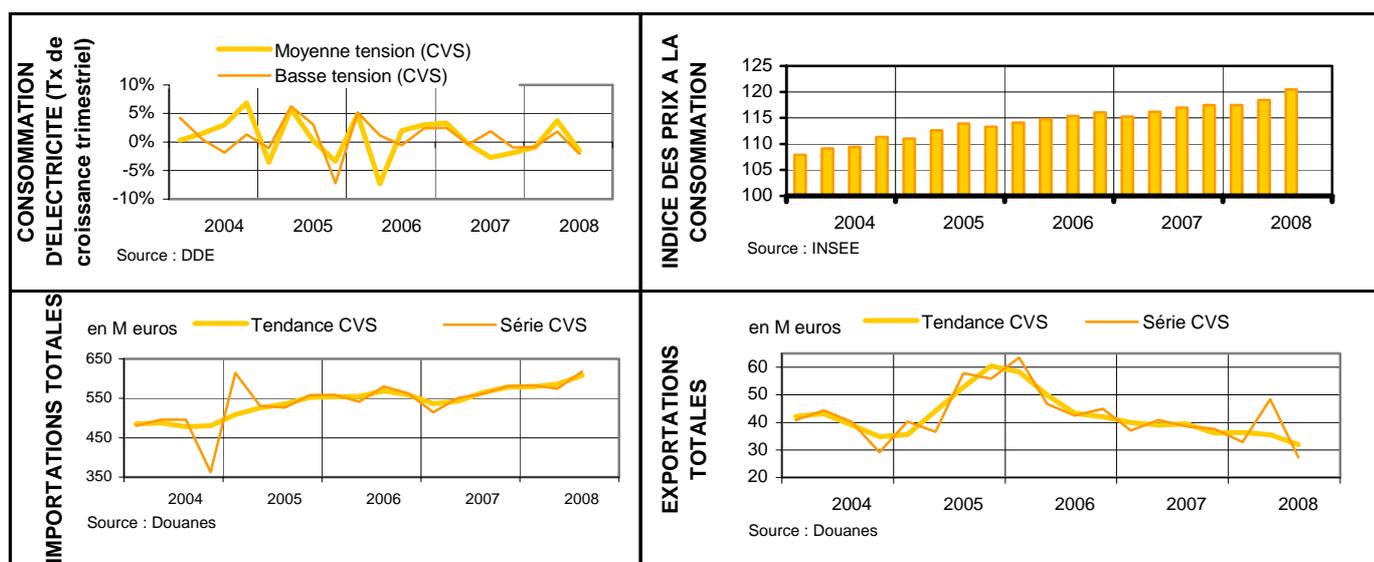
3. Les indicateurs macro-économiques



DONNEES CHIFFREES

	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	09-08/06-08	09-08/09-07
Demandeurs d'emploi en fin de mois en données CVS (Nombre)	44 670	44 000	44 560	43 910	41 820	41 050	41 340	42 290	41 620	-1,6%	-0,5%
Offres d'emploi en fin de mois en données brutes (Nombre)	568	1 043	1 379	1 220	1 418	1 130	1 209	1 539	1 709	11,0%	20,5%
Nombre de chômeurs indemnisés en données brutes	20 336	19 854	20 178	18 987	17 543	17 192	16 865	16 984	17 585	3,5%	0,2%
Source : DTEFP											
Nombre d'allocataires du RMI en données brutes	29 950	32 043	33 024	33 196	30 317	30 002	29 594	29 307	29 299	0,0%	-3,4%
Source : CAF											

Conjoncture économique



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	Cumul 08	Σ08/Σ07
Consommation d'électricité moyenne tension (GWh)	104	114	109	112	106	104	123	111	-9,8%	337	-2,8%
Consommation d'électricité basse tension (GWh)	276	303	298	317	308	282	315	310	-1,4%	907	-0,2%
Consommation totale d'électricité (GWh)	380	417	406	429	414	386	437	421	-3,5%	1 245	-1,0%
<i>Source : EDF</i>											
Importations totales (M€)	472	505	560	547	640	574	538	605	12,4%	1 717	10,6%
Exportations totales (M€)	44	63	46	41	29	27	64	29	-55,1%	120	-30,0%
<i>Source : Douanes</i>											
	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	09-08/06-08	09-08/09-07
Indice des prix à la consommation	108,4	109,4	113,9	115,4	117,0	117,5	117,5	118,5	120,5	1,7%	3,0%
<i>Source : INSEE</i>											

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandie BOYER

Yasmina FOY

Luc LE CABELLEC

Pascal RICHER

IEDOM

Parc d'activité la providence – ZAC de Dothémare – 97139 Les Abymes

Téléphone : 0590.93.74.00 – télécopie : 0590.93.74.25

Site Internet de l'iedom : www.iedom.fr

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Parc d'activités La Providence-ZAC de Dothémare - 97139 Les Abymes

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : L. LE CABELLEC
Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 5 décembre 2008
Dépôt légal : Décembre 2008 - n° ISSN : 0296 – 3116